



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2012

Sommaire



Les activités 2012

- 13** La jeunesse : au-delà des frontières, tous citoyens et solidaires
- 21** Femmes d'ici et d'ailleurs
- 25** L'eau potable et l'assainissement pour tous
- 31** Le développement économique local
- 39** La gouvernance durable des territoires

Introduction

- 04** Avant-propos
- 06** Sigles
- 07** Les temps forts de 2012
- 10** Vie associative

45 Publications en 2012



Moyens et organisation

- 46** Finances
- 48** Partenaires
- 50** Ressources humaines
- 51** Contacts

Annexe

- 52** Programmes et projets

2012, une année moins marquante que celle qui l'a précède. Aujourd'hui, on peut penser que c'est le millésime 2011 – bien davantage que celui de 2012 – qui restera un repère pour l'histoire : printemps arabes suivis de guerres civiles en Libye et en Syrie, accident nucléaire de Fukushima, crise financière grave dans l'Europe du Sud. Trois facettes de notre monde et de l'interdépendance entre continents autour d'enjeux globaux : l'émergence d'une demande citoyenne de l'accès aux droits pour tous, des flux de capitaux très mobiles et incontrôlables, une compétition mondiale pour l'accès à l'énergie et la prise en compte des enjeux climatiques globaux tacitement renvoyée à des jours meilleurs. Ces événements resteront certainement davantage dans l'histoire que le coup d'état de Bamako en mars 2012 ou l'élection présidentielle en France de mai 2012.

Crise en France, crise du politique ? Dans ce contexte, les Français semblent se replier sur eux-mêmes. Leurs aspirations individuelles et familiales légitiment un fatalisme autour d'une impuissance partagée ; la peur des différences et au bout, le rejet du politique. Force est de constater que l'alternance politique de mai 2012 se traduit, dans les faits, davantage par un changement de méthode que par un changement de politique. Les boucs émissaires de nos difficultés restent les mêmes : l'étranger et la mondialisation, y inclus l'Europe, pour la droite ; le système capitaliste néolibéral et la finance

mondialisée pour la gauche. Le point commun de ces peurs est effectivement la mondialisation qui inquiète les citoyens, notamment les plus défavorisés.

En Afrique de l'Ouest, on sent aussi monter ce discrédit du politique. En l'absence de projet de société partagé, le modèle d'un Etat centralisé et fort regagne partout du terrain. La citoyenneté locale est affaiblie, alors que nous savons qu'elle est une partie importante de la construction nationale. L'indigence du débat de société au Mali reste une réalité, même si les valeurs traditionnelles de tolérance et de solidarité permettent d'espérer des jours meilleurs. La crise au Mali et au Sahel est le révélateur d'une crise du politique. Penser que l'intervention militaire française et des financements extérieurs massifs peuvent répondre à une crise de société est un mirage.

Trois convictions fortes concernant le contexte de notre action : la montée des inégalités et des intolérances au



sein de la vieille Europe est le contrepoint de la crise financière qui n'en finit pas ; les incohérences des politiques publiques sont chaque jour plus intolérables ;

l'Afrique, et tout particulièrement le Sahel, ont au moins autant besoin d'écoute que d'aide financière. Dans cet esprit, le GRDR, au travers des réseaux d'acteurs non-gouvernementaux et citoyens auquel il appartient, reste actif sur la construction des nouveaux concepts et des nouvelles priorités qui vont émerger au plan européen comme international pour l'après 2015 (post-OMD).

Au plan de l'activité, l'année 2012 n'aura pas été simple pour le GRDR.

Notre principal problème est que nous enregistrons un retard significatif par rapport à nos objectifs dans la mise en place du pôle littoral (Casamance, Guinée-Bissau, Guinée). Il en résulte une réduction des activités dans

une zone pourtant particulièrement fragilisée par les conflits.

Une vie associative en progrès. Des avancées importantes ont été faites au plan de notre vie associative autour de trois enjeux stratégiques : reconstituer une base associative forte ; renforcer notre ancrage dans les territoires ; traduire cette volonté dans de nouveaux statuts. Ces trois priorités de 2012-2013 sont au cœur de l'action du conseil d'administration. Le GRDR comptera, avant la fin de l'année 2013, 150 adhérents (120 en France et 30 en Afrique), 5 conseils locaux d'orientation et de suivi (COS) actifs, un projet associatif qui nous rassemble autour de notre Charte et un fonctionnement cohérent dans de nouveaux statuts.

Une activité soutenue. Comme en 2011, c'est autour de quelques thématiques phares qu'est présentée l'activité du GRDR durant l'année 2012. Notre choix s'est porté sur : jeunesse, femmes, eau et assainissement, développement économique local et gestion locale des ressources naturelles. Un tableau en fin de rapport permet d'avoir davantage d'informations sur la quarantaine de programmes et projets qui structurent notre action dans les territoires.

**Arezki
Harkouk**
Directeur
exécutif

**Michel
Colin de Verdière,**
Président du conseil
d'administration



- **ACGK** : Association des communes du Guidimakha Kafo (Mali)
- **AEP** : Adduction d'eau potable
- **AFD** : Agence française de développement
- **AGEPA** : Programme pour l'accès à l'eau potable et l'assainissement (Sénégal)
- **ARK** : Assemblée régionale de Kayes (Mali)
- **ARD** : Agence régionale de développement (Sénégal)
- **BFS** : Bassin du fleuve Sénégal
- **CBMF** : Conseil de base des Maliens de France
- **CCFD** : Comité catholique contre la faim et pour le développement - Terre solidaire
- **CFSI** : Comité français pour la solidarité internationale
- **CNHI** : Cité nationale de l'histoire de l'immigration
- **COS** : Comité d'orientation stratégique
- **CORIF** : Collectif régional pour l'information et la formation des femmes
- **CRK** : Conseil régional de Kayes
- **EDUCODEV** : Éducation au co-développement
- **EUNOMAD** : European network on migration and development
- **FED** : Fonds européen pour le développement
- **FTM** : Foyer de travailleurs migrants
- **GI** : Groupe Initiatives
- **GIC** : Groupement d'intérêt communautaire
- **GRN/SA** : Gestion des ressources naturelles / sécurité alimentaire
- **IEM** : Initiatives économiques des migrants
- **IRD** : Institut de recherche pour le développement
- **IRDSU** : Inter-réseaux des professionnels du développement social
- **OMD** : Objectif du millénaire pour le développement
- **ONG** : Organisation non-gouvernementale
- **OSC** : Organisations de la société civile
- **PADOR** : Potential applicant database on-line registration (UE)
- **PAIDEL-CT** : Programme d'appui aux initiatives de développement local et des collectivités territoriales
- **PAP** : Plan d'actions prioritaires
- **PASAK** : Programme d'appui à la sécurité alimentaire du Karakoro (Mali)
- **PDL** : Plan de développement local
- **PNUD** : Programme des Nations-Unies pour le développement
- **PUCA** : Plan urbanisme-construction-architecture (France)
- **RIF** : Région Ile-de-France
- **SA** : Sécurité alimentaire
- **SCD** : Service coopération au développement
- **SIG** : Système d'information géographique
- **SPAP** : Sécurisation des productions agro-pastorales (Mauritanie)
- **UE** : Union Européenne

LES TEMPS FORTS

2012



LE GRDR
EN CHIFFRES

Les temps forts 2012

- **JANVIER** ◦ Forum de lancement du projet de capitalisation de 50 ans de codéveloppement dans le bassin du fleuve Sénégal.
- **FÉVRIER** ◦ Atelier d'échanges de pratiques sur la scolarisation, la parentalité et l'éducation : journée d'échanges sur les



pratiques associatives et professionnelles en matière de scolarisation des enfants de migrants, organisée en partenariat avec la Cité des métiers à Paris.

Forum sur la contribution des agricultures familiales à la sécurité alimentaire en



Mauritanie : partage d'expériences et de pratiques mais aussi de réflexion sur les déterminants de la sécurité alimentaire et les principes d'intervention à privilégier.

Restitution du diagnostic institutionnel et organisationnel du Conseil Régional de Kayes. ◦ **MARS** ◦ Participation active du GRDR au **Forum Mondial de l'Eau** et contribution aux débats sur l'accélération de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, la protection et le partage de la ressource en eau. ◦ **AVRIL** ◦ Forum de

lancement du projet de Renforcement des Initiatives de Codéveloppement en région de Cacheu – Guinée Bissau (**RICODEV**)
Journée de promotion du développement local au Mali.

Mission inter coordination du directeur exécutif dans le bassin du fleuve Sénégal.

◦ **JUIN** ◦ **Assises européennes de la jeunesse d'origine malienne** : les associations de jeunes (300 participants) ont souligné à la CNHI leurs engagements sur le terrain en faveur de l'insertion professionnelle, des



Le GRDR en chiffres

- Un conseil d'administration de **21** membres de **6** nationalités
- **110** adhérents ○ **102** salariés de **7** nationalités dont **6** volontaires de solidarité internationale ○ **6** volontaires du service civique
- **48** programmes et projets en cours de mise en œuvre ○ **10** pays d'intervention • *Afrique de l'Ouest* - Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Sénégal • *Europe* - France, Belgique, Espagne, Portugal et Italie ○ Une production de **3,5** millions d'euros.

échanges culturels et artistiques, des liens intergénérationnels, de la citoyenneté et de la solidarité internationale. **Assemblée générale du GRDR.** ○ **SEPTEMBRE** ○ **Séminaire interne de Val Vandrin** (Conseil d'administration et direction élargie) : définition des chantiers prioritaires et plan d'actions pour l'année 2013 (associatif, communication, partenariats, organisation et activités). ○ **OCTOBRE** ○ **Au-delà des frontières, tous citoyens et solidaires** : forum de clôture du projet Transfrontierre à Lille.



○ **NOVEMBRE** ○ Festival itinérant «Regards sur l'autre» dans le Nord-Pas-

de-Calais : organisé en partenariat avec les Rencontres audiovisuelles, le Collectif régional pour l'information et la formation des femmes (CORIF) et la Cimade dans le cadre de la Semaine de la solidarité internationale.



3ème rencontre des acteurs franciliens du développement de la région de Kayes. **Caravane de la sécurité alimentaire dans le Guidimakha.** ○ **DÉCEMBRE** ○ Forum dynamiques associatives, inclusion sociale et participation **citoyenne des femmes migrantes.**



Forum entrepreneuriat et diversité : création d'activités économiques dans les quartiers. **Dix ans de l'antenne Nord-Pas-de-Calais du GRDR.**

Conférence-débat à Paris sur la place de la famille migrante dans l'éducation des enfants à partir du constat que des parents peuvent se sentir dépossédés de leur rôle de parents à cause du nombre de professionnels différents intervenant auprès de leurs enfants.

Festival culturel et artistique du Gorgol à Kaedi (Mauritanie).

Deux temps forts ont marqué la vie associative en 2012 : l'assemblée générale du 30 juin 2012 avec une réflexion partagée entre adhérents et salariés sur la vision à long terme du GRDR (vision 2025) et les dix ans de l'antenne de Lille.

GRDR Vision 2025 ○ Interculturalité, résilience et partenariats

Le socle du GRDR est **l'inter-culturalité** au travers de la citoyenneté, l'immigration et le développement. Sa lecture est sociétale et dénonce le discours dominant « L'Autre, le différent n'est pas soluble dans la république ».

Le GRDR ambitionne de dépasser sa posture actuelle qui consiste davantage à corriger les erreurs au coup par coup prenant position par rapport à des politiques publiques qui stigmatisent les personnes d'origine étrangère. Il doit prendre de la hauteur pour afficher clairement la promotion de plus de citoyenneté au travers d'un statut de « droit commun universel ». Il doit promouvoir l'inclusion comme réponse aux dynamiques actuelles d'exclusion. Il doit militer pour une recomposition de la société,

en opposition à la juxtaposition des communautés, à la mode anglo-saxonne. A l'instar des résultats de l'étude sur la scolarisation des enfants issus de la migration, il peut promouvoir une pédagogie de la connaissance de l'Autre, comme alternative aux théories dominantes.

Pour ce faire, quel type d'adaptation doit-il envisager ? Le GRDR acte la perte de poids des Etats-nations et leurs modes de gouvernance largement dégradés dans le monde. Ainsi, il lui est indispensable de recentrer ses approches des territoires d'actions à un niveau plus pertinent que celui des seuls états-nations pour rester cohérent. Une de ses principales forces reconnue est la fidélité aux territoires. Mais,

dans le même temps, le GRDR n'est pas aujourd'hui en capacité d'engager seul de réelles actions structurantes au bénéfice de ces mêmes territoires. L'erreur à éviter serait de privilégier une approche par public (jeunes, personnes âgées, femmes, etc.), par défaut. C'est donc moins de **résilience** qu'il faut parler mais plus de sa capacité d'adaptation à la complexité des territoires où il entend se maintenir ou s'investir.

La question du **partenariat** est donc essentielle. Le GRDR est-il dans une démarche de réponse à une demande des territoires ou exprime-t-il un besoin qui lui est propre ? Il est évident que les champs opératoires sont de deux natures ; les collectivités décentralisées, au Sud, pour militer pour l'accompagnement à la transformation sociale, et l'Europe, au Nord, pour développer une réponse politique cohérente en contre-pouvoir aux pratiques actuelles

de coopérations décentralisées et de gestion des fonds du développement. Dans ces deux démarches à conduire, la question centrale est la même ; avec qui doit-il avoir un destin commun et doit-il le faire dans la construction et/ou l'opposition ?



L'antenne en chiffres

- **10 ans** de GRDR en Nord-Pas-de-Calais c'est :
- **82** porteurs de projets accompagnés sur des projets annuels ou pluri-annuels dont :

14 établissements de formation agricole
+18 collectivités territoriales et territoires
+ 31 associations
+19 associations issues des migrations
= 25 projets suivis chaque année.

- **114** interventions en milieu scolaire et étudiant • **67** interventions auprès du grand public • **28** missions
- **18** formations

Les dix ans de l'antenne Nord-Pas-de-Calais ○

Présent en Nord-Pas-de-Calais depuis plus de dix ans, le GRDR tisse des partenariats et accompagne des dynamiques locales, en lien avec les thématiques de la migration, de la citoyenneté et du développement.

Depuis 2002, l'antenne Nord-Pas-de-Calais du GRDR participe au projet associatif défini dans la Charte du GRDR. Quatre axes y structurent son action : accompagnement de projets de développement local au Nord et au Sud, appui à la coopération décentralisée, éducation à la citoyenneté et au co-développement et accompagnement des initiatives des migrants.

En 2012, le GRDR a fêté ses dix ans de travail pour le développement des régions d'origine des migrants, mais aussi d'échanges d'expériences et de pratiques entre acteurs ruraux du Nord-Pas-de-Calais et du bassin du fleuve Sénégal. Demain, au travers de projets transfrontaliers, le GRDR poursuivra son ouverture européenne.

UN PEU D'HISTOIRE...

En 2002, le Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais propose au GRDR de créer une antenne dans la région pour promouvoir l'implication et l'ouverture des acteurs du milieu agricole et rural à la solidarité internationale. C'est le début de dix ans d'accompagnement de porteurs de projets de développement local au Nord et au Sud. Dès 2004, les activités de l'antenne s'inscrivent dans le programme d'appui au développement local initié dans le bassin du fleuve Sénégal. L'antenne renforce son appui aux collectivités qui souhaitent mettre en place une coopération décentralisée avec des territoires d'Afrique de l'Ouest. Depuis 2007, elle multiplie les actions d'éducation à la citoyenneté et au co-développement, levier de mobilisation et de changement social, en impliquant des partenaires de différents horizons. En 2010, elle réaffirme le cœur d'action du GRDR en développant ses activités auprès des migrants de la région : renforcement des associations, insertion et accompagnement des projets.

LES ACTIVITÉS 2012



PARTIE 1

LA JEUNESSE : AU-DELÀ DES FRONTIÈRES,
TOUS CITOYENS ET SOLIDAIRES

Partie 1 ○ La jeunesse : au-delà des frontières, tous citoyens et solidaires

L'histoire du GRDR est intimement liée aux parcours et initiatives des migrants subsahariens et de leurs associations. Depuis plus de quarante ans, se sont succédés des projets à l'échelle individuelle et collective, à destination des villages, des communes puis de la région d'origine. Ces efforts significatifs ont largement modifié les contextes socio-économiques des territoires et amélioré indéniablement les conditions de vie des familles et des collectivités.



En France, le statut de résident étranger des migrants subsahariens ne les a pas empêchés d'investir l'espace public. Ceci s'est fait au gré des difficultés et des opportunités qu'ont créées les gouvernements successifs, pour consolider leurs aspirations à une citoyenneté

active, d'abord en tant que parents d'enfants français et ensuite, en tant qu'acteurs engagés dans la solidarité avec les pays d'origine. Aujourd'hui, de nombreuses questions se posent sur les parcours des enfants et jeunes issus de l'immigration autour de leur scolarité, de leur formation et de leur insertion professionnelle ainsi que de leur engagement citoyen et associatif. Ci-après trois aspects explorés avec des partenaires en région Ile-de-France, dans le Nord-Pas-de-Calais et aux échelles européenne et ouest-africaine.

La première action s'est déroulée dans les communes des Mureaux (Yvelines) et d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) où le GRDR s'est intéressé à 65 jeunes collégiens d'origine subsaharienne et à leur famille. Il s'agissait de **comprendre les parcours scolaires de ces jeunes**, les représentations liées aux origines et de caractériser les dynamiques associatives autour des questions éducatives. Le second chantier a porté sur une recherche-action sur la frontière franco-

belge **autour de la mobilité transfrontalière et de ses incidences sur la construction d'une citoyenneté ouverte sur l'Autre**. Enfin, le troisième projet s'est inscrit dans les dynamiques européennes et a offert l'opportunité de **mobiliser la jeunesse européenne d'origine malienne** dans trois pays européens ainsi qu'au Mali et au Sénégal autour de leurs principales préoccupations, notamment leur vécu, leurs appartenances et la solidarité avec le pays d'origine de leurs parents.

LE PARCOURS SCOLAIRE DES ENFANTS ISSUS DE L'IMMIGRATION : ENTRE PRÉJUGÉS SOCIOCULTURELS ET INSTRUMENTALISATION POLITIQUE

Les enjeux autour de l'école et de la famille, particulièrement pour les migrants et leurs enfants, font régulièrement irruption dans le débat public, le plus souvent sur le registre négatif de la lutte contre «l'échec scolaire». Lorsque la direction de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté (Ministère de l'Immigration, de l'intégration, et du développement solidaire) a sollicité le GRDR pour appréhender les parcours scolaires (échec et réussite) des enfants subsahariens, l'association s'est orientée vers les



académies, les enseignants, les élus et leurs services sectoriels auxquels sont rattachées les communes des Mureaux et d'Aubervilliers. Malgré son ancrage local ancien dans ces deux territoires, le sujet reste assez délicat notamment à cause des risques de stigmatisation soit des familles immigrées, soit des enseignants. Une fois la confiance établie, les différents partenaires (communes, communautés éducatives, associations, parents d'élèves) se sont fortement impliqués. Un travail d'enquête et de récolte d'un matériau quantitatif et qualitatif a permis de mener à bien cette recherche-action.

L'hypothèse de travail était que la manière d'envisager l'avenir dans lequel l'école devient un facteur de réussite et d'intégration est influencée par un processus complexe où interviennent, certes, des éléments socioculturels, mais plus fondamentalement, sans doute, le projet migratoire des parents et les conditions matérielles de vie en France des familles concernées par l'étude (emploi, conditions économiques, de logement, densité du réseau associatif, etc.). Ainsi, l'analyse qualitative des histoires de parcours scolaires a permis de cerner quelques variables récurrentes et de proposer les éléments d'une typologie d'élèves en fonction de leur positionnement vis-à-vis de l'école. Cette typologie des postures alerte sur la nécessité d'une approche différenciée des élèves en fonction de leurs rapports à l'institution scolaire. L'analyse des récits de vie a mis en évidence que les facteurs de réussite chez les enfants de migrants

o Aymeric, élève de la MFR

déclare : « à notre première rencontre, nous avons eu des préjugés entre français et belges. Mais bien vite, nous avons vu que nous étions pareils et que nous avons beaucoup de choses en commun : le sport, la musique, même les études ! Nous avons découvert les inégalités à travers le monde via des jeux de rôles, mais aussi des témoignages de personnes immigrées, dont celui de Tombé Camara. Enfin, je retiens de toutes ces séances que malgré les différences, nous avons les mêmes buts dans la vie : réussir, et surtout aider notre prochain ».

sont souvent à rechercher dans l'implication des parents dans le suivi du travail scolaire, dans des relations privilégiées de l'élève avec les enseignants, ou encore dans certains dispositifs mis en place par l'Education nationale. Sur les deux territoires, les Mureaux et Aubervilliers, l'implication des familles dans les dispositifs constitue un enjeu majeur. Il est important de renforcer l'accompagnement des familles et la médiation familles/école. Les données relatives à l'offre scolaire révèlent que l'implication des familles vis-à-vis de l'école et la mise en place et en œuvre de dispositifs de soutien sont des facteurs essentiels pour la réussite scolaire. Les premières analyses montrent des incompréhensions

liées à des représentations et stéréotypes de part et d'autre et à une faible fréquentation de l'école par les familles. Il est important de sensibiliser les professionnels de l'éducation au besoin d'écoute et de reconnaissance des enfants. Le renfor-

cement du rôle et de la place des associations dans la médiation est un moyen de créer des passerelles entre l'école, la famille et les dispositifs d'accompagnement. Plus que jamais et pas simplement « l'école » mais « la réussite scolaire » doit être au cœur de notre projet sociétal et du « bien-vivre ensemble ».

TRANSFRONTERRE OU L'APPRENTISSAGE DE L'AUTRE

Soutenu par le programme INTERREG IV France-Wallonie-Vlaanderen sur financement de la Commission européenne, le GRDR et le Centre d'études et de mémoire des migrations subsahariennes, en partenariat avec la Maison familiale rurale de Haussy dans le Nord-Pas-de-Calais et le lycée du Hainaut en Wallonie (Belgique) ont exploré avec 32 élèves de 15 à 17 ans les rapports à la frontière, la mobilité et l'étranger. Le projet TRANSFRONTERRE est d'abord l'histoire d'une rencontre entre jeunes français et jeunes belges partageant un même territoire rural ou semi-rural, ouvert sur le monde. Quatre ateliers thématiques et une rencontre avec un migrant sub-saharien ont été organisés de janvier à octobre 2012. Ils ont permis



la production d'un livret, d'un film et de 4 courts-métrages, véritables outils d'éducation civique et citoyenne.

Lors de l'atelier de partage et de capitalisation du 11 octobre 2012 au Lycée du Hainaut, les lycéens ont raconté à l'auditoire leurs préjugés et comment les ateliers les avaient aidés à découvrir que « L'autre »,



« l'étranger », est finalement très semblable.

De même, ils ont appris les phénomènes d'interdépendances entre les régions européennes et africaines, au travers notamment de l'incidence de la consommation alimentaire en France et en Belgique sur le développement des pays d'Afrique. L'apprentissage des inégalités dans le monde, grâce à une métho-

dologie participative mise en œuvre par le metteur en scène, a permis aux élèves de se projeter en tant qu'acteurs pour essayer de trouver des solutions aux problèmes d'accès à la nourriture dans le monde. En se découvrant, se confrontant, *« les élèves ont aussi compris qu'ils pouvaient agir, même à la plus petite échelle, et que par leurs actions, ils étaient capables d'aider les producteurs africains qui peinaient sous le joug de multinationales trop puissantes. Ils ont découvert combien il était difficile de vivre une migration et combien le voyage, entre l'obligation de quitter sa famille et l'obtention d'un permis de séjour pouvait être rude, hasardeux et dangereux »*, déclare ainsi une enseignante.

Donner le goût du « faire ensemble », ne plus avoir peur de l'inconnu, permettre aux élèves de devenir des citoyens responsables, dynamiques et volontaires, voilà les enseignements de ce projet.

Citoyens d'ici et de là-bas : les engagements des jeunes européens et enfants du Mali réunis lors des Assises européennes à Paris

Un événement, cinq pays, trois cents participants :



o **Témoignage d'Hindati (atelier-débat de Lille)**

Comment ton engagement s'inscrit-il dans ton activité professionnelle ?

Après avoir travaillé dans une ONG défenseuse du droit à l'alimentation des peuples, je poursuis aujourd'hui un master droits de l'Homme à Bruxelles et travaillerai bientôt dans une autre ONG afin de défendre les droits économiques, sociaux et culturels dans le monde.

Quels liens entretiens-tu avec le Mali ?

J'ai réalisé un mémoire de recherche sur les investissements étrangers au Mali, et ai cherché à poser la question de l'accaparement de cette terre par des étrangers, tout en appelant l'Etat malien à défendre les droits à la terre et à l'alimentation pour son peuple. Je considère ma double nationalité comme une chance, mais je me vois d'abord comme une citoyenne du monde ; je souhaite étendre mon action au-delà de la France, de l'Europe et du Mali.

Qu'est-ce que la citoyenneté européenne ?

J'aimerais être citoyenne européenne, mais dans une Europe sociale, ouverte et respectueuse des droits de chacun, et pas seulement une Europe économique. Et dans une Europe qui permette à tous de circuler librement parce que circuler est ce qui nous permet de nous rencontrer et de partager ; aujourd'hui on a besoin de partager, et pas qu'économiquement.

les Assises européennes de la jeunesse d'origine malienne ont réuni les 22 et 23 juin 2013 à la Cité

nationale de l'histoire de l'immigration des jeunes venus d'Afrique et d'Europe. Le CBMF, le GRDR et les associations et ONG Habitafrica (Espagne), Gao (Italie), Conjedev (Mali) et AFA (Sénégal), partenaires du projet, ont travaillé en amont de l'événement avec plus de 200 jeunes pour faire émerger leur parole. Ces premiers résultats sont venus alimenter les débats des Assises.

Toujours soucieuses du développement du Mali, les jeunes générations s'emparent de plus en plus des problématiques liées à la citoyenneté en Europe. Cette implication, davantage tournée vers l'ici, marque l'évolution du mouvement associatif jeune par rapport à celui des parents, plus engagés dans un effort de développement de leur société d'origine. Un répertoire des compétences a été réalisé dans le cadre du projet. Débattre avec les jeunes générations des enjeux les concernant ici et au Mali ne pouvait avoir de sens sans aborder la situation de crise que vit le pays depuis mars 2012. Une session d'ouverture a ainsi donné la parole à des élus, représentants de collectivités locales et acteurs de la société civile toujours actifs au Mali pour réaffirmer leur soutien au développement démocratique du pays.

Durant ces deux journées, les associations de jeunes ont souligné leurs engagements sur le terrain en faveur de l'insertion professionnelle, des échanges culturels et artistiques, des liens intergénérationnels, de la citoyenneté et de la solidarité internationale. Ils ont, en outre, appelé les pouvoirs publics à une écoute renforcée de leurs compétences et à la mise en place des conditions favorables en Europe comme au Mali pour que des projets européens puissent continuer de voir le jour. En conclusion, en 2012, le GRDR a renouvelé son action en direction d'un public « jeune », complexe dans ses modes d'organisation et d'expression. Les approches doivent encore être affinées pour mieux saisir les dynamiques qui concernent cette jeunesse et créer des synergies. **A l'heure où les crises exacerbent les attitudes xénophobes et les mouvements de repli identitaire, il est essentiel de valoriser publiquement cette jeunesse aux identités multiples, au service des territoires, tant ici pour le « bien vivre ensemble », que pour relayer autrement leurs parents dans leur solidarité avec les pays d'origine.**



LES ACTIVITÉS 2012



PARTIE 2 FEMMES D'ICI ET D'AILLEURS

Partie 2 ○ Femmes d'ici et d'ailleurs

Les femmes d'origine subsaharienne rencontrent de nombreuses difficultés à jouer un rôle actif au plan économique, politique et social. Certes les contextes et les politiques publiques dans le pays d'origine et d'accueil sont différents et influent sur le positionnement et les attentes des femmes. Il existe pourtant des similitudes sur les problématiques comme l'autonomie économique des femmes et leur participation à l'action sociale et politique de leurs territoires de vie.

En France, les femmes sont confrontées à des problèmes liés au genre et à leur statut d'immigrée, mais aussi aux représentations sociales et culturelles qui les confinent aux rôles d'épouse et de mère. Les difficultés cumulées des femmes immigrées, la méconnaissance de certains de leurs droits, les préjugés les concernant constituent des obstacles à leur participation à la vie économique, politique et sociale.



○ **Ndiaye Sylla**, médiatrice sociale au sein de l'Association pour la promotion de la langue Soninké (lors d'un forum organisé en France, en décembre 2012)
« Chères amies et chères sœurs qui êtes là vous êtes les grandes actrices [...] Nous sommes là pour construire, pour aider, pour accompagner donc construisons nous-mêmes, cherchons une autre voie, cherchons d'autres solutions, réunissons-nous, échangeons ensemble pour pouvoir mieux vivre ici, car la France est aussi notre pays. »

Au Mali, on observe, dans les zones d'action du GRDR, un accroissement des disparités socio-économiques et une féminisation de la pauvreté caractérisée par une difficulté accrue d'accès aux ressources locales ainsi qu'un déficit de protection des droits fondamentaux et des intérêts des femmes. Les timides tentatives de promotion de la participation des femmes à la gouvernance locale se traduisent par le recours à des méthodes inadaptées. L'exclusion des femmes du processus décisionnel local impacte négativement les performances des collectivités en matière de développement humain durable.

UN PUBLIC MARGINALISÉ SUR LE PLAN POLITIQUE

Les besoins et les situations spécifiques des femmes sont faiblement pris en compte, malgré quelques

avancées dans les politiques publiques sur l'égalité des droits et la promotion de la citoyenneté. De ce fait, l'accès aux droits, l'autonomie financière et l'implication des femmes dans l'espace public restent des enjeux majeurs.

La féminisation de plus en plus importante de l'immigration subsaharienne soulève la question de leur implication dans l'espace public, de leur accès à l'emploi et de l'articulation des temps de vie (familiale et professionnelle). Au Mali, le faible engagement des femmes rurales dans la vie politique et la citoyenneté locale est l'un des facteurs de leur marginalisation politique. De fortes pesanteurs socioculturelles et économiques pèsent sur le statut des femmes et restreignent leur capacité à participer à la vie politique locale. Le fort taux d'analphabétisme (85%), la difficulté d'accès au savoir, le déficit en termes d'autonomie financière et le manque de disponibilité temporelle sont quelques contraintes majeures qui réduisent la capacité des femmes rurales à s'engager dans l'action politique et/ou citoyenne.

Face à cette situation les axes d'intervention du GRDR ici et là-bas ont comme objectifs d'accroître la participation des femmes à la vie économique politique

et sociale dans leurs territoires de vie, de valoriser leurs pratiques efficaces en matière de citoyenneté et de consolider les compétences des associations de femmes.

LES FEMMES D'ICI ET D'AILLEURS AU CŒUR DE LA VIE PUBLIQUE LOCALE

Des activités d'accueil, d'informations, d'accompagnement ont été mises en place pour renforcer la place des femmes dans l'espace public et valoriser leurs initiatives. Ainsi, un réseau des femmes leaders de la région de Kayes a été mis en place. En France, les processus d'accompagnement des femmes et de leurs associations ont abouti à un forum d'échanges intitulé « Dynamiques associatives, inclusion sociale et participation citoyenne des femmes migrantes » qui a regroupé des partenaires institutionnels et associatifs. Des actions de renforcement de compétences, de



o **Sidy Ahmed Ould Sidy Abeid**, conseiller communal de Koussané au Mali : « Ce projet me fait penser à la période coloniale où les chefs de village avaient seulement accès aux bureaux des colonisateurs. Maintenant, avec la décentralisation qui suppose la participation de tous et de toutes au processus de développement local malheureusement les femmes sont toujours restées en marge. Mais à mon avis, la mise en œuvre de ce projet favorisera une pleine participation des femmes à la prise de décisions concernant la vie de leur communauté ».

- **Un communicateur traditionnel de Bangassi (Mali):** « La participation des femmes à la prise de décision locale ne signifie nullement une perte de pouvoir des hommes au contraire une complémentarité dans l'atteinte des objectifs de développement communautaire ».

concertation et de mise en réseau ont contribué à réduire les obstacles des femmes dans leurs parcours d'autonomie sociopolitique et économique. A titre d'exemple, dans l'intercommunalité de l'ACGK (Association des Communes du Guidimakha Kafo - Région de Kayes), une charte intercommunale a été élaborée pour une meilleure participation des femmes à la prise de décision locale et neuf comités de veille créés pour le suivi de la charte. La dynamique impulsée par le projet a permis de rendre visible la situation et de renforcer la capacité de ces dernières à s'organiser. Le renforcement et l'ajustement des compétences à travers les formations, les animations thématiques ont favorisé l'émergence d'un espace d'échanges, le club « entreprendre au féminin ». Créé en partenariat avec l'association Action des Femmes Solidaires (AFAS) et la Cité des Métiers, ce club est né du constat que de nombreuses femmes migrantes sont confrontées à des difficultés d'inclusion sociale et professionnelle. En 2012, on a compté 45 participantes, principalement des femmes leaders associatifs souhaitant initier

des projets pourvoyeurs de revenus et d'emplois. De nombreuses formations ont été organisées pour consolider les associations et les capacités d'interventions des femmes. Ainsi, 204 femmes ont été formées dans la région de Kayes et une trentaine de leaders associatifs en France. Il s'agissait aussi, à travers les activités conduites ici et là-bas, de sensibiliser l'opinion publique, les acteurs politiques et institutionnels pour déconstruire certaines représentations négatives concernant les femmes. Une caravane de plaidoyer et de sensibilisation pour une meilleure participation des femmes au processus décisionnel local a pu être déployée au Mali. En France trois émissions radios et télé : Lady vous écoute, Tantines matin, Africa n°1 ont permis de valoriser les actions conduites par les femmes dans leurs territoires de vie.

Un processus a été enclenché avec des résultats encourageants sur le plan quantitatif et qualitatif. En France, il est essentiel de poursuivre les activités menées en 2012 notamment autour de la valorisation des compétences des femmes migrantes. En Afrique, la seconde phase du projet devra davantage mettre l'accent sur le renforcement des capacités économiques des femmes vivant en milieu rural.

LES ACTIVITÉS 2012



PARTIE 3

L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT POUR TOUS

Partie 3 ○ L'eau potable et l'assainissement pour tous, un objectif que le GRDR soutient dans ses territoires d'intervention

Adoptés lors du sommet du Millénaire au siège des Nations Unies à New York, du 6 au 8 septembre 2000, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ont fixé 8 objectifs de développement à échéance 2015. L'accès durable à l'eau potable et à l'assainissement constitue l'objectif n°7, en lien avec la préservation durable de l'environnement.

en 2010 et a inscrit cet objectif comme un droit humain, desserrant ainsi l'étau de la marchandisation de la ressource en eau dans lequel se sont fait piéger les politiques publiques de plusieurs Etats.

L'ACCÈS À L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT DANS LE BASSIN DU FLEUVE SÉNÉGAL

Des progrès significatifs ont été enregistrés pour l'accès à l'eau potable avec des taux de couverture de 52% pour la Mauritanie, 73% pour le Mali et 88% pour le Sénégal. En revanche, en matière d'assainissement, les résultats restent inférieurs à 50% pour les trois pays : 32% en Mauritanie, 47% au Sénégal et seulement 5% au Mali. De fait, le volet assainissement est une problématique récente, fortement corrélée aux dynamiques urbaines, où on observe des risques pour la santé du fait d'une accumulation des déchets ménagers solides et liquides. Le monde rural n'est pas en reste et fait lui aussi face, compte tenu de la

En 2010, étape bilan de l'atteinte des OMD, la réduction de moitié du nombre de personnes n'ayant pas un accès durable à une eau de boisson salubre et à un assainissement de base, semblait quantitativement déjà atteinte. Sous la pression de la société civile, l'assemblée des Nations Unies a franchi une autre étape



disponibilité et de l'augmentation des quantités d'eau utilisée, à de sérieuses questions d'hygiène qui ont une incidence certaine sur la mortalité infantile. A terme, se posera donc également la question de la pollution de la ressource en eau de proximité (puits et forages).

LES ACTIONS DU GRDR DANS LE DOMAINE

Depuis les années 80, en accompagnement des initiatives de migrants ou des collectivités locales, la gestion durable de la ressource en eau, souterraine (puits, forage, adduction d'eau potable) ou de surface (barrages, digues filtrantes, anti sel, seuils etc.), reste l'une des priorités d'intervention du GRDR dans le bassin du fleuve Sénégal et en Casamance.

Au cours des dix dernières années et dans le sillage des dynamiques de développement local initiées par le Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Local, l'eau potable est apparue comme l'une des trois priorités des plans d'actions prioritaires de plus de 60 communes et communautés rurales accompagnées. Il a fallu concilier en permanence les priorités locales exprimées et l'offre sectorielle des politiques publiques et des financeurs. Ainsi, les



programmes nationaux et régionaux d'hydraulique villageoise, l'initiative « Facilité eau » de la Commission Européenne, le soutien de l'AFD à cette dynamique, la mobilisation conséquente en France des Syndicats et Agences de l'eau autour de la loi Oudin-Santini et enfin l'implication des migrants et de leurs partenaires de coopération décentralisée ont permis de répondre à plus de 50% des besoins identifiés.

Parmi les réalisations on peut citer :

○ **Au Sénégal oriental**, le projet AGEPA a permis la réalisation d'un important forage multi-villages équipé d'un mini réseau d'adduction d'eau dans une zone antérieurement caractérisée par un manque drastique d'eau potable, de 8 puits dans des villages excentrés, la réalisation de 6 nouveaux forages et la réhabilitation de 5 forages qui étaient à l'arrêt depuis plusieurs années malgré leur bon débit. Le programme a également expérimenté, sur tout un bassin versant, la recharge des nappes phréatiques par la réalisation de digues ainsi que par le suivi du niveau et de la qualité de l'eau des puits. Dans le domaine de l'assainissement, 36 blocs de latrines ont été réalisés au niveau des infrastructures scolaires, sanitaires et marchandes, dont

28 dans les communautés rurales d'Aouré, Bokiladji et Orkadiéré dans le département de Kanel et 8 dans celles de Gabou et Moudéry, dans le département de Bakel.

Témoignage de

○ **Moussa Sarambounou, Maire de Koussané (Mali)**

« Avant le projet gouvernance locale de l'eau, nous avions des problèmes de gestion de nos points d'eau dus à l'absence de comités de gestion. Le projet gouvernance locale est une chance pour nous. Il nous a permis de connaître et de répondre à nos difficultés à travers la connaissance du nombre et typologie des points d'eau, grâce un diagnostic dans tous les villages, par la mise en place de comités villageois de gestion des points d'eau, par la définition consensuelle de stratégie de pérennité des ouvrages d'eau potable (mobilisation de fonds, mode d'accès et de gestion etc.), le renforcement des membres des comités de gestion sur leur rôle et responsabilité. »

○ **Au Mali**, le projet Gouvernance de l'eau actuellement en phase de capitalisation, est soutenu par l'agence de l'eau Artois Picardie ainsi que les fondations France Libertés et FARM. Il vient consolider un important travail de mobilisation de la ressource en eau dans le bassin du Térékolé, Kolimbiné, Lac Magui, en région de Kayes, avec la réalisation de plusieurs ouvrages (7 seuils déversants, 6 diguettes filtrantes et 4 puits pastoraux), puits et forages. La gouvernance de la ressource

en eau est abordée dans ce projet par la mise en place de dispositifs communaux d'usagers de l'eau sur plusieurs communes et plus de 60 comités villa-

geois de gestion des points d'eau potable. Il permet l'implication de l'ensemble des acteurs intervenant dans le domaine de l'eau dans leur diversité tout en organisant la filière maintenance par la mise en place de 3 magasins communaux de stocks de pièces de rechange des pompes à motricité humaine et la formation ainsi la dotation en outillage de 12 artisans réparateurs.



Les réalisations 2012 en chiffres

- o **566 000 euros** mobilisés pour l'accès à l'eau et l'assainissement
- o **4 224** élèves et **12 195** personnes bénéficiaires du volet assainissement public dans les domaines de l'éducation et la santé au Sénégal
- o **745** élèves de CM1 et CM2 formés sur la gestion de l'eau & environnement
- o **155** familles pour **3 837** utilisateurs bénéficiaires de latrines familiales
- o **69** comités villageois renforcés dans la gestion des points d'eau
- o **45** élus communaux formés à une gestion pérenne de l'eau
- o **28** blocs de latrines publiques et **8** puits construits
- o **3** magasins communaux de stock de pièces de rechange créés

o **Dans les régions du Guidimakha et du Gorgol, en Mauritanie**, les terrains rocheux et la dispersion de l'habitat et la création de nouvelles implantations ne facilitent pas l'accès à l'eau. Dans ces deux régions, le GRDR a mené des actions dans plus de 20 communes. Ainsi, la commune de Bouilly dans le Guidimakha a vu son plan d'actions prioritaires soutenu par le



Syndicat des Eaux d'Ile de France (SEDIF), la commune d'Aubervilliers et le comité de coopération Bouilly-Aubervilliers qui regroupe l'association des migrants et des amis de Bouilly (5 273 bénéficiaires). Dans la même logique, et avec l'appui de la ville de Paris, du SEDIF, et des migrants, le plan d'actions prioritaires de la commune de Baediam a permis au village frontalier de Melgué de bénéficier d'un forage, d'un château d'eau et d'un réseau AEP pour

couvrir les besoins de plus de 2 800 personnes. De même que dans la région du Gorgol, les communes de Ndadjibiné, Néré Walo et Toufoundé Civé ont bénéficié de l'appui de la région Centre et de l'agence de l'eau Loire-Bretagne pour mettre en œuvre leur plan d'actions prioritaires, permettant ainsi à 12 180 personnes d'avoir accès à l'eau et de bénéficier de latrines. Enfin, le programme PEAGG financé dans le cadre de la Facilité eau 2010 va permettre à 34 000 personnes dans le Gorgol et le Guidimakha d'avoir accès à l'eau potable et à l'assainissement d'ici 2015.

Des progrès significatifs ont été indéniablement enregistrés au cours des dix dernières années pour l'accès à l'eau potable particulièrement en Afrique subsaharienne où la situation était plus que préoccupante. Cependant, les dynamiques démographiques et urbaines de cette région exigeront encore des efforts d'investissements conséquents pour faire du droit à l'eau une réalité. Dans ce contexte le GRDR reste plus que jamais mobilisé pour poursuivre son action dans les zones enclavées du bassin du fleuve Sénégal et relayer les besoins des villages et des collectivités locales ainsi que les initiatives de migrants.



LES ACTIVITÉS 2012



PARTIE 4 LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

Partie 4 ○ Le développement économique local : des solutions concertées au confluent de 3 approches : « planification territoriale », « appui à l'entrepreneuriat » et « renforcement des filières porteuses »

Au cours de ces 25 dernières années, en dehors de la filière vivrière, l'appui au développement du maraîchage est le résultat le plus significatif de l'action du GRDR dans le bassin du fleuve Sénégal.



Les migrants de retour ont été les premiers à investir et à développer ce secteur productif qui représente aujourd'hui l'activité principale de plusieurs centaines de familles et permet d'alimenter les marchés de la sous-région en légumes et en fruits, quasiment toute l'année. Un travail de longue haleine qui a débouché notamment à Kayes sur la création d'un réseau d'horticulteurs engagés dans la défense et la promotion des intérêts de la profession. Le GRDR s'est également beaucoup investi dans l'accompagnement des porteurs de projets individuels ou collectifs, dans le domaine de la transformation et des services. Même si beaucoup de promoteurs soutenus ont réussi à s'insérer dans le marché local, le plus souvent informel, les actions n'ont pas encore eu l'impact escompté, ni sur les professions appuyées, ni sur la transformation des économies locales. Il est vrai cependant que les contextes ne sont pas toujours favorables à l'entre-

prenariat dans ces deux secteurs fortement dominés, et de longue date, par quelques groupes économiques dominants. Il est vrai aussi que les économies locales, particulièrement en milieu rural, ont au cours des 15 dernières années peu bénéficié des investissements consentis par les Etats et les collectivités locales pour lutter contre la pauvreté et pour répondre aux besoins en services sociaux de base (eau, santé, éducation). Plus grave encore, conscients des potentialités de leurs territoires, les acteurs institutionnels et les élus sont néanmoins persuadés qu'en dehors de la levée de la patente sur les marchés, leur rôle dans la stimulation des économies locales est très limité. **Le champ économique est, dans l'imaginaire collectif, une affaire privée qui ne relève ni des services de l'Etat ni des élus locaux.**

C'est fort de ces constats que la troisième phase du programme d'appui aux initiatives de développement local et de coopérations territoriales (PAIDEL-CT) a inscrit le développement économique local comme nouvelle priorité à la fois auprès des acteurs politiques (décentralisés et déconcentrés) comme prospective et enjeu de la planification territoriale, et ensuite, auprès des acteurs économiques au sens large comme

o **La typologie des acteurs économiques sur un territoire régional est très riche :** organisations faîtières et fédérations d'acteurs économiques (organisations d'entrepreneurs, de producteurs, commerçants, artisans, transporteurs etc.), chambres consulaires (chambre des métiers, chambre de commerce), fédérations de migrants, structures de financement et d'investissement (banques, institutions de micro-finance), services techniques sectoriels (agriculture, élevage, pêche, tourisme...), services techniques déconcentrés et transversaux (développement rural, planification, aménagement du territoire), acteurs publics à l'échelle des collectivités locales (conseil régional et représentants des communes et communautés rurales)...

processus organisationnel et dispositif opérationnel d'appui à l'entrepreneuriat. La démarche est fondée sur trois approches : **le territoire, les filières et l'appui à l'entrepreneuriat.**

LE TERRITOIRE : ESPACE DE PLANIFICATION, D'INITIATIVES ET DE MOBILISATION DES ACTEURS ÉCONOMIQUES

Dans les 8 régions d'intervention du GRDR en Afrique de l'ouest, il n'existe pas réellement de vision straté-



Acquis, productions, perspectives

o **Production et mutualisation de connaissance (2012) :**

Document cadre de la Commune urbaine de Kaédi, Diagnostic territorial des Communes de Lexeiba et de Fouta Djallon (Mauritanie), Diagnostic pour un développement économique durable et une écocitoyenneté dans le Boundou, Cartes des économies locales du GIC de Bakel (Sénégal), réalisation de trois atlas économiques régionaux (Kayes, Sélaby, Kaédi, en cours).

o **Capitalisation :**

Guide méthodologique du développement économique local «

Territoire, filière, entrepreneuriat » (en cours, 2013) et site Internet du développement local au Sahel.

o **Programmes :**

PAIDEL-CT (Pôle sahel), PACOMADEC (Pôle Littoral).

gique régionale de développement économique co-construite par les principaux acteurs politiques et économiques des territoires et consignée dans un document cadre de référence, validé, diffusé et reconnu. L'élaboration de **documents cadres de référence** s'impose pourtant comme l'un des préalables.

Elle obéit à une démarche méthodologique qui doit nécessairement comporter la mise en place au niveau régional d'une instance de concertation multi-acteurs et d'un dispositif de suivi évaluation du processus, tout en étant pilotée par la compétence publique.

Partant de ce constat et de la forte volonté technique et politique des principaux partenaires régionaux - Conseil régional de Ziguinchor, ARD de Matam, Conseil Régional de Kayes, AMAIG dans le Guidimakha, AMPG

dans le Gorgol - d'entreprendre une action structurante pour l'économie de leur territoire, des processus de recherche-concertation-actions ont été mis en oeuvre. Ils ont permis d'identifier les ressources et les opportunités et de recenser les différentes typologies d'acteurs afin de mobiliser leurs représentants dans **des comités de pilotage mis en place dans la plupart des régions**. Composés de 10 à 15 organismes publics et privés, ils ont permis - à partir de données collectées sur la région et d'une grille d'indicateurs de sélection co-construite et partagée - d'opérer des choix stratégiques et de prioriser un certain nombre de territoires et de filières économiques.

LES FILIÈRES ÉCONOMIQUES : À LA FOIS RESSOURCES LOCALES ET NÉCESSAIRES DYNAMIQUES INTER-TERITORIALES

A partir des diagnostics réalisés, les instances de concertation ont identifié **les filières porteuses sur chacun des territoires régionaux** (cf tableau). Par exemple, en région de Kayes, 5 indicateurs clefs ont guidé cette sélection : (i) l'aptitude à dynamiser l'économie de la région en termes de croissance et d'emploi, (ii) l'aptitude à générer de la valeur ajoutée,

	Kayes	Gorgol	Guidimakha	Bakel Matam	Ziguinchor Sedhiou	Cacheu
Maraîchage Horticulture	Oignon-échalote Banane		Tomate Gombo		Maraichage	Maraichage
Agriculture Arboriculture	Baobab Bambou	Sorgho Patates douces		Buy (fruit du baobab) Jujube	Riz	Riz
Elevage	Bétail-viande	Lait	Aviculture		Porcs Apiculture de mangrove	

(iii) la compétitivité intérieure et extérieure, (iv) le nombre d'acteurs impliqués et le niveau de production, (v) l'indépendance de la filière vis-à-vis de l'extérieur.

Pour la majorité de ces filières, des diagnostics recensant les différents acteurs, les lieux de production, de transformation, de conservation et de commercialisation, l'histoire de cette filière ainsi que ses dynamiques géographiques et économiques, ont été réalisés. Une analyse particulière porte sur les opportunités et les points de fragilité de chacune des filières. Enfin, des synthèses, plaquettes, bases de données, cartes et (parfois) atlas spécifiques sont finalisés et diffusés.

LES PLANS D'ACTIONS issus de ces diagnostics et des concertations multi-acteurs identifient l'ensemble

des leviers spécifiques sur lesquels il faut jouer pour améliorer les capacités des acteurs de la filière : il s'agit le plus souvent de sauvegarder des atouts (ex : patrimoines semenciers traditionnels), de diversifier des outils de financement (ex : plaider pour mettre en place des systèmes de crédit innovants, fonds de garantie et ouverture de lignes de crédit pour les collectivités locales dans le cadre de la création d'infrastructures structurantes), de consolider des savoir-faire (ex : innovations technologiques, business plan, procédures des marchés publics...) et de rechercher et faciliter les synergies entre les différentes familles d'acteurs, les différents territoires (ex : approvisionnement durable des marchés locaux) aussi bien qu'entre les différentes filières.



L'APPUI À L'ENTREPRENARIAT : INNOVER DANS LES DISPOSITIFS TECHNIQUES ET FINANCIERS DE DROIT COMMUN

o **Les approches territoriales** permettent d'en souligner les atouts et les opportunités tandis que les **diagnostics filières** complètent les analyses en intégrant des dynamiques (flux, échanges, complémentarités) qui cristallisent les spécificités locales tout en subvertissant toutes frontières qui pourraient constituer un facteur limitant. Au final il s'agit d'**accompagner les acteurs locaux, entrepreneurs, individuels ou collectifs**, qui veulent s'émanciper en développant des activités économiques : le GRDR identifie ou initie avec ses partenaires des dispositifs d'appui aux porteurs de projets co-construits avec les acteurs économiques de manière à être en cohé-

rence avec les stratégies régionales, qui comportent a minima deux volets : l'appui technique (formation, appui de proximité) et l'appui financier.

o **L'appui technique** a pour fonction d'informer et d'orienter les porteurs de projets, avec une attention particulière envers des initiatives féminines, de les

aider au montage de leurs projets par la formation technique et juridique à la création, la gestion et la consolidation de la micro entreprise. Ainsi les entrepreneurs sont formés, accompagnés, aiguillés pour accroître leur performance et sécuriser leurs investissements par une meilleure formalisation de leurs activités.

o **L'appui financier** aux porteurs de projets cherche à établir des partenariats

o **Appui technique et financier en France :**

Les équipes du GRDR ont développé depuis plusieurs années une expertise qui permet d'accompagner les porteurs de projets économiques dans les quartiers, dans une optique d'insertion socioprofessionnelle le long du parcours à l'emploi. Il s'agit à la fois de décrypter les dispositifs existant dans les quartiers (opérateurs, réseaux), d'animer des espaces de rencontres multi-acteurs et des animations thématiques (cf partenariat avec la Cité des Métiers à Paris) afin de diffuser les bonnes pratiques et de souligner les spécificités des projets portés par les diasporas (commerce équitable, tourisme, gastronomie, nouvelles technologies, services à la personne - ex : chaînes de restaurants Afrik-N-Fusion, asso des taxis soninkés), valoriser cette ingénierie auprès des structures de financement de droit commun et enfin d'assurer un appui-conseil de proximité et des formations ciblées.

financiers (gestion de fonds souples, bourses à la création d'entreprises, renforcement de lignes de crédits ou création de fonds de crédits rotatifs, mise en place de fonds de garantie) avec des institutions de financement sur la base de leur performance avérée en matière d'attribution de crédits et d'accompagnement des entrepreneurs. Pour ces dispositifs, les **comités de pilotage** mis en place au départ sont chargés de participer (i) à l'élaboration et au respect du **manuel de procédures**, puis (ii) à la sélection des projets sur la base d'une grille de notations et enfin, (iii) au suivi des projets retenus.

PERSPECTIVES : PENSER LE TERRITOIRE COMME CREUSET DES PROJETS ET DÉMOCRATISER L'ÉCONOMIQUE !

Cette démarche s'inscrit dans le temps et cherche à révéler les initiatives et les potentialités économiques locales et chemin faisant faire prendre collectivement conscience des verrous qui inhibent les économies locales. A terme **trois questions clefs sont à mettre en débat** :

- Comment résoudre la question des **infrastructures de base** – désenclavement, accès à des énergies durables, aménagement des grands marchés urbains du futur - nécessaires pour développer des initiatives économiques viables et pérennes ?
- Comment développer des **produits** afin de garantir une offre de services financiers qui soit adaptée aux



Acquis, productions, perspectives

- **Production et mutualisation de connaissance (2012) :** Manuels de procédures pour chaque fonds souples, plus de 50 projets économiques multisectoriels soutenus dont 80 % portés par des femmes (tous pays).
- **Capitalisation :** Guide du parcours du porteur de projet (Kayes, en cours), Guides pratique de l'accompagnement de la micro-entreprise (Ziguinchor).
- **Programmes :** PAIDEL-CT, EMERVILLE, Fonds ESS à Kayes (Pôle sahel), PEDEL (Pôle Littoral), PPSPM (France)...

profils des entrepreneurs et aux temps des projets et qui puisse ainsi, par des prises de risques et des mécanismes de fonds de garantie, répondre à la demande ?

- Comment aborder de manière concertée la **question des monopoles** (commerçants, systèmes bancaires) afin de diminuer les obstacles, limiter les freins et

développer un environnement favorable au développement d'initiatives innovantes dans les domaines de l'économie sociale et solidaire et des économies vertes? Enfin, au cœur du triptyque « Migration-Citoyenneté-Développement »... économique, ces contraintes diminuent encore les chances d'investir à distance. Il est temps d'interroger les paradigmes et de revisiter les concepts à travers la **recherche systématique des valeurs ajoutées des migrations et plus globalement des mobilités dans le développement d'initiatives économiques pertinentes** : à partir du soutien privilégié aux porteurs de projets de proximité au Sahel (filrière courte, économies locales), comment envisager les modalités d'un parrainage à distance sur des niches au cœur des filières porteuses ou des secteurs d'avenir (mines, marchés) ou par l'ouverture de nouveaux marchés de commercialisation (commerce équitable). **Les migrations sont d'abord ces vecteurs de développement des coopérations territoriales de demain, reposant sur la recherche des complémentarités et ouvrant de nouvelles perspectives aux filières à travers des projets équilibrés d'économies solidaires.**

LES ACTIVITÉS
2012



PARTIE 5

LA GOUVERNANCE DURABLE DES TERRITOIRES

Partie 5 ○ La gouvernance durable des territoires : gestion de la biodiversité et des ressources naturelles

En France et dans d'autres pays développés, la pollution des eaux et des sols, l'appauvrissement des agro-écosystèmes et les habitudes de consommation induites par les politiques de développement affectent l'autonomie et la santé des citoyens.

Des initiatives intéressantes émergent à l'échelle des territoires avec pour objectifs de relocaliser l'économie et, plus largement, de repenser les logiques de production et consommation.

Cependant, les réformes de politiques publiques nécessaires pour enrayer les processus en cours, tardent à se mettre en place.

Si dans les territoires d'action du GRDR en Afrique de l'ouest la situation est pour le moment globalement meilleure, les objectifs



de croissance économique assignés aux politiques de développement sont, comme ailleurs, vecteurs d'effets néfastes pour l'environnement. La construction des grands barrages sur le fleuve Sénégal, la promotion de la production de la noix de cajou (Guinée Bissau) ou l'orpaillage à Sadiola (Mali) constituent des exemples de projets dont le rapport coûts/ bénéfices demanderait



○ **Biodiversité domestique : cultiver et échanger les semences paysannes pour les préserver**

Depuis 10 000 ans, l'Homme a domestiqué et créé de nombreuses variétés et races d'animaux et de végétaux. Cet immense patrimoine, toujours en évolution, s'est constitué grâce à la mobilité des hommes et l'expérimentation continue des producteurs. Il permet de produire dans des conditions de température et d'humidité des sols très variées.

Pourtant, depuis un siècle maintenant, l'industrie semencière fait évoluer la législation des Etats de manière à interdire la production et les échanges de semences paysannes. C'est notamment le cas en France où les semences non conformes aux normes édictées par l'industrie semencière ne sont pas considérées comme telles. Des tendances similaires s'observent en Afrique australe. L'Afrique de l'ouest n'est pas à l'abri d'une telle évolution, où le discours dominant fait ressortir la nécessité d'un appel aux « semences améliorées », issues très majoritairement de l'industrie semencière, pour résoudre les problèmes d'insécurité alimentaire.

Sur la base de ces constats, le GRDR a engagé en 2012 une action à l'échelle transfrontalière au niveau du bassin du fleuve Sénégal. Elle vise trois objectifs :

1. Répertoire et cartographier les variétés paysannes de patates douces, sorgho et niébé ;
 2. Faire connaître les pratiques de préservation et de valorisation alimentaire de ces variétés;
 3. Accompagner des producteurs et élus locaux dans l'analyse des politiques semencières nationales et internationales.
- L'action se poursuivra en 2013, avec pour objectif la publication et diffusion des répertoires, l'organisation de missions de plaidoyer au profit d'une dizaine de leaders paysans. Elle bénéficiera globalement à l'ensemble des producteurs de la moyenne vallée, soit à près de un million de personnes.

à être examiné avec attention.

En outre, les problèmes de gouvernance foncière et la libéralisation des marchés pèsent lourdement sur les habitants de ces régions.

Comment travailler à une amélioration des conditions de vie sans pour autant compromettre le renouvellement des ressources naturelles ou induire une dépendance trop grande des territoires à des importations dont le



coût économique et écologique ne cesse de renchérir ? Cette question s'est progressivement imposée au GRDR, particulièrement au niveau des pôles Sahel et Littoral d'Afrique de l'Ouest.

GESTION DES SOLS, PROMOTION DE LA BIODIVERSITÉ ET ÉMERGENCE DE FILIÈRES

L'année 2012 a été marquée par la conception d'un programme structurant consacré à la gouvernance durable des écosystèmes du littoral (Sénégal, Guinée

Bissau et Guinée). Collectivités locales, organisations d'usagers des ressources naturelles (pêcheurs, saliculteurs, bûcherons ...), organisations paysannes (CRCR Ziguinchor), ONG et institutions de recherche-développement (Université de Ziguinchor et IRD) sont parties prenantes de cette initiative qui s'appuiera largement sur les outils de gouvernance territoriale concertée élaborés dans le bassin du fleuve Sénégal (PAIDEL).

A l'échelle du pôle Sahel, les actions mises en œuvre en 2012 s'inscrivent dans la continuité de celles menées depuis 2008, avec un accent mis sur trois thématiques :

1. La gestion durable de la fertilité du sol, l'un des principaux réservoirs de biodiversité, à travers les ententes foncières. La sécurisation foncière est en effet un préalable à toute action visant à encourager les pratiques durables telles que l'intégration agriculture- élevage ou l'agroforesterie.
2. La promotion de la biodiversité domestique.
3. La connexion des producteurs aux marchés urbains locaux, en pleine expansion. L'urbanisation représente une opportunité de débouchés pour les productions paysannes locales. Le GRDR accompagne l'émergence

de filières porteuses (patates douces, bananes,...), tout en veillant à ne pas encourager les logiques de spécialisation susceptibles d'accentuer la vulnérabilité des familles et à favoriser et faire reconnaître les pratiques de production économes en intrants.

En France, l'antenne Nord-Pas-de-Calais a poursuivi son travail d'animation en milieu étudiant autour de l'incidence des choix alimentaires des citoyens.

QUELQUES OBJECTIFS ET ENJEUX DE LA RECHERCHE-ACTION DU GRDR POUR LES ANNÉES À VENIR.

Durant les années à venir, le GRDR poursuivra son travail sur les thèmes présentés plus haut. En outre, l'association investira deux nouveaux objectifs.

1. Intégrer de façon transversale les questions d'énergie et de biodiversité aux politiques du développement local

Il s'agira d'accompagner les cadres de concertation territoriaux dans la production d'un bilan énergétique et biodiversité, puis d'élaborer et de mettre en œuvre certaines actions issues des plans climat -biodiversité territoires. L'accès à des sources d'énergie renouve-

lable faiblement émettrices de gaz à effet de serre et la sécurisation du foncier constitueront ainsi des axes importants d'action.

2. Gouvernance concertée et durable des écosystèmes et des ressources naturelles

Certains usagers, tels que les pêcheurs ou charbonniers, prélèvent des ressources de façon minière sans se soucier de leur renouvellement. Dans les territoires d'action du GRDR en Afrique de l'Ouest, des aires protégées ont été mises en place pour limiter ce type de comportement, garantir le fonctionnement des écosystèmes et le renouvellement des ressources naturelles. Après plusieurs dizaines d'années de fonctionnement pour certaines d'entre elles, le bilan est mitigé : les coûts et impacts des aires protégées posent question.

Dans la perspective d'identifier des alternatives au modèle « aires protégées », le GRDR travaillera à partir de deux entrées principales :

- accompagner les collectivités locales et les différentes catégories d'usagers des





ressources naturelles dans **la formulation d'arrangements** institutionnels leur permettant de gérer de façon concertée, durable, équitable et sécurisée des ressources à l'échelle d'une intercommunalité couvrant des écosystèmes entiers.

- encourager **la transition des pratiques** d'exploitation minière et opportunistes des écosystèmes vers des

pratiques respectueuses de l'environnement. Cette transition se fera grâce à l'élaboration de règles de gestion concertée des ressources naturelles et à la promotion, sur le marché local, de signes distinctifs pour les produits issus de pratiques durables. Un accent particulier sera mis sur les écosystèmes de mangrove qui fournissent de nombreux services.

Les publications 2012

Les publications sont téléchargeables sur le **www.grdr.org**

RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2012



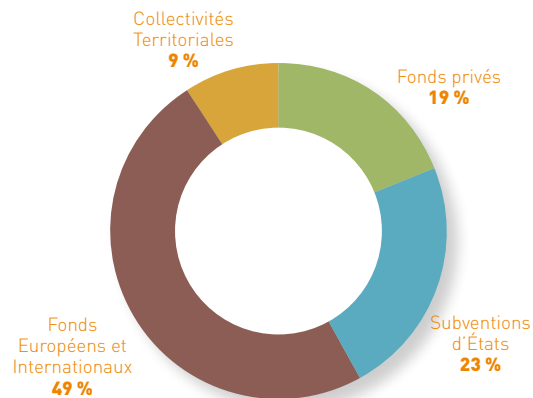
- 1 Site des assises européennes de la jeunesse d'origine malienne
- 2 Quizz « L'immigration : qu'en savez-vous vraiment ? »
- 3 Bulletin du développement local au Sahel
- 4 Coffret du développement local au Sahel
- 5 Atlas du sud-est mauritanien
- 6 Répertoire des associations de jeunes en lien avec le Mali
- 7 Guide d'intervention auprès des résidents âgés des foyers de travailleurs migrants
- 8 Migration en Mauritanie : le répertoire des acteurs
- 9 Guide des associations issues des migrations sénégalaises et marocaines en Nord-Pas- de-Calais
- 10 Répertoire des associations de la diaspora bissau-guinéenne
- 11 10 ans d'actions du GRDR en Nord-Pas de Calais
- 12 Etude « Scolarisation des enfants de migrants d'origine subsaharienne en France »

Nos finances ○

L'exercice comptable 2012 est le reflet d'un contexte difficile en France et dans les zones d'action en Afrique de l'ouest. La baisse importante de l'activité (3,5 M€ au lieu de 4,2M€ prévus) et le résultat déficitaire (33 k€) en sont le témoignage le plus concret. Cette situation est caractérisée à la fois par l'achèvement de grands programmes de sécurité alimentaire, la fin du cycle septennal de la programmation européenne et enfin l'attente prolongée de décisions très attendues quant au programme structurant sur le pôle littoral.

Le bassin du fleuve Sénégal, c'est-à-dire le pôle Sahel, représente encore 63 % de l'activité du GRDR, reflétant la fidélité du GRDR à des territoires sur lesquels il est engagé depuis si longtemps. 23 % de l'activité se situe en France, sa progression en pourcentage est régulière, 10 % en 2010 et 16 % en 2011. Le pôle littoral occupe le troisième rang avec 14 % ; il est espéré que les financements nécessaires seront enfin

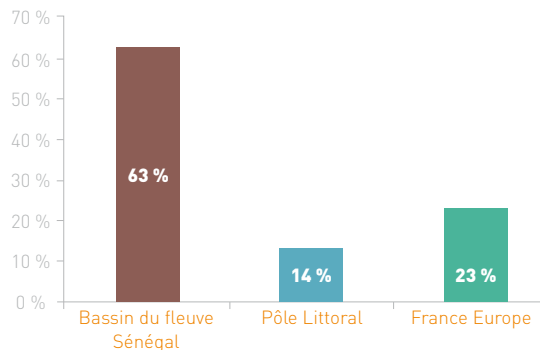
○ Répartition financière par source de financement



obtenus pour poursuivre les projets dans cette zone et qu'elle pourra ainsi prendre toute la place qui lui revient dans notre projet associatif.

La structure des ressources publiques reste dominée par les financements européens à 42 %, les financements français (Etat, CT et Agences) s'établissent à 32 %, et les financements internationaux à 7%. Les ressources d'origine privée restent stables en volume et représentent 19% de nos ressources 2012. Par rapport aux axes thématiques investis, le fait marquant pour 2012 est d'avoir formulé de façon explicite

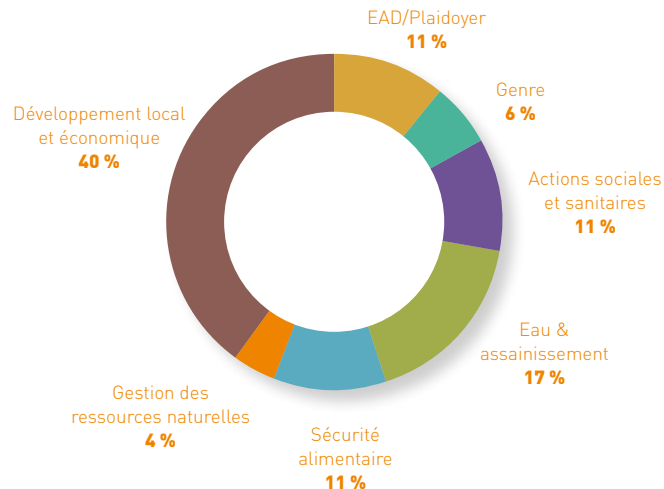
○ Répartition des activités par zone géographique



l'approche Genre sur les territoires en France et en Afrique de l'Ouest. L'EAD et le plaidoyer prennent également de l'importance et le resteront en 2013 du fait du programme européen sur les OMD. Enfin, la recherche-capitalisation n'est plus une fonction dédiée mais une activité transversale à toutes les thématiques.

Comme annoncé dans le rapport 2011, les ressources associatives sont redevenues positives grâce à la contribution du CCFD à hauteur de 150 k€, des salariés

○ Répartition financière par activités



du GRDR à hauteur de 33 k€ et des dons et adhésions pour 10,8k€. Le renforcement de la base associative, la forte mobilisation des salariés et la générosité des donateurs, consolident année après année la structure financière du GRDR et lui permettent de poursuivre ses engagements citoyens et solidaires.

Nos partenaires ○

○ Institutions publiques

- Ministères français (Affaires Etrangères, Affaires Sociales, Immigration, Politique de la Ville)
- Agence Française de Développement
- L'ACSÉ nationale et régionale
- Agences de l'eau : Artois-Picardie, Loire-Bretagne, Seine-Normandie
- Direction des collectivités locales (Sénégal)
- Direction de l'Hydraulique Nationale (Sénégal)
- Agence Internationale pour la Coopération Internationale au Développement (Espagne)
- Agence Régionale de Santé (ARS 76)
- PEPAM (Sénégal)
- AGETIP (Sénégal)

○ Coopérations internationales

- Commission Européenne
- FIDA
- PNUD
- USAID
- UEMOA
- CEDEAO

○ Fondations

- Fondation Michelham of Hellingly
- Fondation de France
- Fondation Ensemble
- Fondation Farm
- Fondation Intervida
- Fondation Seed
- Fondation RAJA
- Fondation Anna Lindh
- Fondation Nicolas Hulot

○ Autorités territoriales

- Région de Matam
- Conseil Régional de Kayes
- Conseil Régional de Ziguinchor

- Conseil Régional de Sédhiou
- Conseil Régional Ile de France
- Conseil Régional du Centre
- Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais
- Conseil Régional Haute Normandie
- Conseils généraux du 62, 76, 91 et 93
- Communauté des Communes du Cœur d'Ostrevent
- Conseil de Cercle de Kayes
- Conseil de Cercle de Kénieba
- Groupement d'Intérêt Communautaire Bakel / Goudiry
- Groupement d'intérêt communautaire du Bosséa (Région de Matam)
- Plaine Commune
- Syndicat des eaux : SIARCE, SEDIF
- Mairie de Rouen
- Mairie de Montreuil
- Mairie d'Aubervilliers
- Mairie de Paris

- Mairie de Bakel
- Mairie de Kidira
- Région de Tambacounda

○ Etablissements et laboratoires de recherche

- CERDI
- IRTS
- IRD
- LAIOS
- Migrinter
- Université de Nouakchott
- Université de Ziguinchor
- CEPED
- Universcience - Cité des Métiers
- Institut National de Pédologie (Sénégal)
- Bureau d'analyse macro économique (Sénégal)
- Ecole doctorale eau, qualité et usages de l'eau de l'UACD (Sénégal)

○ Banque

- Crédit Coopératif

○ Partenaires associatifs

Afrique de l'Ouest

- ACD - Mali
- ADR - Mali
- AMPG et AmaiG-Mauritanie
- Asprofer (Mali)
- AOPP (Mali)
- RHK (Mali)
- EMDK (Mali)
- CONGAI (Guinée-Bissau)
- CRRCR - Ziguinchor (Sénégal)
- ECODEV (Mauritanie)
- ENDA Tm (Sénégal)
- SAANE (Sénégal)
- TENMIYA (Mauritanie)
- ACORD (Mauritanie)
- Terre Solidali (Mauritanie)
- AMDH (Mauritanie)
- AMAD (Mauritanie)
- Action Aid (Sénégal)
- Vision du Sud

- (Mauritanie)
- Association pour l'Auto-développement en Mauritanie (Mauritanie)
- CONGAD (Sénégal)
- CODESEN (Sénégal)
- USE (Sénégal)
- CNCR (Sénégal)
- Réseau des CLCOP de Bakel et Kanel
- UPHORBAK

France

- CCFD
- ADER
- Cari GTD
- CUF
- France Volontaires
- GAME
- GRED
- GARD Canada
- SCDD
- Secours Catholique
- UNADEL/ADELS
- Comité de jumelage Bouilly-Aubervilliers
- AGDF
- CADERKAF
- CBMF

- ADPE (Guinée Bissau)
- RAME
- FADERMA
- CNJMF
- Deuxième génération
- Diasma
- CEFOM
- Association J2P
- Rencontres Audiovisuelles
- CEDAPAS NPDC
- Lianes Coopération
- APES NPDC
- Esther

Europe

- Fondation Habitafrica APS (Espagne)
- GAO (Italie)
- ACORD (UK)

○ Autres partenaires

- APAUS (Mauritanie)
- ARD – Matam, Tambacounda, Sédhiou et Ziguinchor (Sénégal)
- Agence nationale de Développement local
- Burgéap
- Esther
- Femmes de demain
- ODELADEMO
- Cémis (Belgique)
- CSAO/OCDE
- DATAR - Mauritanie
- DNF (Mali)
- DNCT (Mali)
- CORENA (Sénégal)
- Chambre de commerce et Chambre des métiers de Ziguinchor et de Sédhiou
- Enéa Consulting - mécénat d'entreprises
- Duniya consulting
- CNHI
- Hôpital régional de Kayes
- IREF : Inspection Régionale des Eaux et Forêts de Tambacounda
- IA : Inspection d'académie de Tambacounda
- SDDC de Bakel
- AREVAC

○ Réseaux et collectifs nationaux et européens auxquels participe activement le GRDR

- Coordination Sud
- Groupe Initiatives
- CRID
- CFSI
- F3E
- Eunomad

Nos ressources humaines ○

et organigramme
au 31 décembre 2012

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conseil d'administration

Michel Colin de Verdière
Président

Direction

Arezki Harkouk
Directeur exécutif

Samba Yatéra
Directeur Adjoint

DIRECTION DES OPÉRATIONS ET DES PARTENAIRES EUROPÉENS Yvan Le Coq Directeur		DIRECTION AFRIQUE Olivier Le Masson Directeur		DIRECTION FINANCES ET CONTRATS Isabelle Saguez Directrice	COMMUNICATION Mariame Doukouré Chargée de mission
France	Equipe transversale	Mali	Equipe transversale	Mohamed ould Hameina RAF Afrique Boubakary Gassama Gestionnaire Comptable Marie Brichart Comptable Gestionnaire Sanae Metthari Assistante d'administration	
Antenne Haute-Normandie Corinne Priollaud Coordinatrice	Karen Mbomozomo Chargée d'études et de projets	Mariam Maguiraga Coordinatrice pays Cellule de Kayes Hamidou Diallo Coordinateur	Jérôme Klefstad-Sillonville Développement local Annick Nkolo Coopération transfrontalière		
Antenne Nord-Pas-de-Calais Pauline Casalegno Coordinatrice	Emilie Blondy Chargée de mission Migrations et partenariats européens	Mauritanie Demba Sow Coordinateur pays Cellule de Sélibaby Fadel Ball Coordinateur	Amadou Diakité & Melig Bodivit Transversaux SIG		
Antenne Ile-de-France Rafaël Ricardou Coordinateur		Sénégal Cellule de Bakel&Matam Moustapha Ka Coordinateur Cellule de Ziguinchor Abdou S. Mané Coordinateur			
		Guinée Bissau Cellule de Canchungo Vincent Gomis Coordinateur			

Nos contacts ○

France

Siège social :

66/72, rue Marceau
93 558 Montreuil Cédex- France
Tél.: +[331] 48 57 75 80
Fax : +[331] 48 57 59 75
grdr@grdr.org - www.grdr.org

GRDR Ile de France

66/72, rue Marceau
93 558 Montreuil Cédex- France
Tél : +[331] 48 57 75 80

GRDR Haute Normandie

6 avenue Champlain
76 000 Rouen
Tél : + [332] 35 61 60 49

GRDR Nord Pas de Calais

81bis, rue Gantois
59000 Lille
Tél : +[333] 20 42 83 11

Afrique

Coordination Mali

Badala Sema Gesco
Rue 129 - Porte 328
BP E 3360 Bamako - Mali
Tel/Fax : + 223 20 23 12 52

Coordination Mauritanie

E Nord 163
BP 2013 Nouakchott
Tél / Fax : (+) 222 45 25 64 92

GRDR Bakel et Matam

Route de l'Hôpital,
BP: 18, Bakel, SENEGAL
Tél: 00 221 33 939 80 35
Fax: 00 221 33 983 51 51

GRDR Kayes

BP 291 Kayes - MALI
Rue 136 Porte 37, Légal Ségou
Tél : +[223] 21 52 29 82
Fax : + [223] 21 53 14 60

GRDR Kaédi

BP 136 - Kaédi Mauritanie
Tél: +[222] 45 33 50 45

GRDR Sélibaby

BP 91 - Sélibaby Mauritanie
Tél&Fax : +[222] 45 34 43 47

GRDR Ziguinchor

Avenue Ibou DIALLO
Boucotte – Korentas
BP: 813 Ziguinchor - SENEGAL
Tel: + [221] 33 991 27 82
Fax :+ [221] 33 991 27 89

GRDR Canchungo

Avenue Titina Sila, Canchungo
CP 573 BISSAU
Tél : +245 643 61 71

Représentation à Dakar

SICAP Amitié I
Villa n° 3029 bis
Dakar

Les programmes et projets animés par nos équipes, sur le terrain, résultent d'un long travail de concertation entre les différents acteurs locaux (autorités locales, nationales, société civile, organisations communautaires). Ces actions inscrites dans les priorités locales contribuent pleinement à l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) dans le respect d'une gestion durable des territoires et des ressources.

- **ASS** : Actions sanitaires et sociales
- **DLE** : Développement local et économique
- **GRN** : Gestion des ressources naturelles
- **RC** : Recherche et capitalisation
- **RP** : Réseaux et plaidoyer
- **SA** : Sécurité alimentaire

	Pays	Thème	Titre	Objectifs	Bénéficiaires et Partenaires	Bailleurs, Budget et durée
1	France (Haute Normandie)	ASS	Femmes d'ailleurs et citoyennes d'ici	Contribuer à la participation citoyenne et au développement du lien social	Evreux Alliance	Netrevilla 12 024 euros 2012
2	France (Haute Normandie)	ASS	Sensibilisation et formation des acteurs intervenant dans les domaines sociaux et médico-sociaux	Réajuster les connaissances des acteurs intervenant auprès des migrants vieillissants sur ce public et renforcer leurs compétences en termes de communication interculturelle.	Collectivités territoriales, Associations, Caisses nationales d'assurance maladie et d'assurance vieillesse	DAIC 40 000 euros 2012
3	France (Haute Normandie)	ASS	Renforcement du rôle des associations pour la prévention et l'accès aux droits socio-sanitaires des familles africaines.	Améliorer l'accès aux droits, la prévention et l'éducation à la santé « maternité, contraception et mutilation sexuelle » des familles africaines.	Associations et professionnels de la santé	DAIC, CUCS, CREA, ARS, Ville de Rouen 96 314 euros 2012
4	France (Haute Normandie)	ASS	Bien vieillir dans son environnement, sur l'agglomération rouennaise	Favoriser l'accès aux droits socio-sanitaires des migrants vieillissants et briser leur isolement.	Résidents des foyers de migrants, et les migrants des logements diffus des hauts de Rouen	FEI, Mairie de Rouen 63 000 euros 2012
5	France (Ile-de-France)	ASS	Programme de Promotion Socio Professionnel des Migrants	Favoriser l'insertion des personnes éloignées de l'emploi, notamment les migrants à travers la création d'activités économiques	Associations, institutions, partenaires techniques et opérationnels	DRJSCS et FRDVA 60 000 euros 2012

	Pays	Thème	Titre	Objectifs	Bénéficiaires et Partenaires	Bailleurs, Budget et durée
6	France (Ile-de-France)	ASS	Programme de Soutien et de Valorisation des Initiatives Féminines	Renforcer la présence des femmes dans l'espace public par la valorisation de leurs initiatives citoyennes en consolidant leurs compétences associatives et en réduisant les obstacles dans leurs parcours d'autonomie sociale et économique	Associations, institutions, laboratoires, centres médico sociaux, médias	DAIC et Fondation Raja 65 000 euros 2012
7	France (Ile de France)	ASS	Parcours scolaires, projets familiaux et pratiques éducatives	Favoriser l'implication des familles et leur rapport à l'institution scolaire, développer un travail en réseau et une plateforme d'acteurs pour la construction de pratiques et référentiels partagés ; formaliser et diffuser des outils et pratiques innovantes d'intervention en direction des familles et des enfants, ainsi qu'en matière de parcours scolaires	Enfants de migrants, personnels des secteurs éducatifs, collégiens et parents d'élèves du territoire concerné.	DAIC, Fondation de France, Mairie d'Aubervilliers 66 500 euros 2012
8	France (Ile de France)	ASS	Programme d'accompagnement des femmes immigrées vieillissantes pour leur accès aux droits socio-sanitaires	Lever les freins que rencontrent les femmes immigrées vieillissantes pour l'accès aux droits socio-sanitaires et permettre aux intervenants sociaux de mieux appréhender les enjeux de cette situation.	Femmes immigrées vieillissantes sur les territoires de Paris (19e et 20e arrondissements) et de la commune d'Aubervilliers	FEI, Fondation Caritas 104 000 euros 2012-2013
9	France (Ile de France)	ASS	Programme pour l'accès aux droits médico-sociaux des migrants âgés	Mieux informer les résidents vieillissants sur l'accès aux dispositifs de droit commun. Aider les migrants dans leurs démarches administratives et les informer sur leurs droits. Contribuer à l'ouverture du foyer sur le quartier pour lutter contre les phénomènes d'isolement. Capitaliser des outils de prévention et d'information au service des résidents et de leurs associations ainsi que pour les professionnels intervenant dans les foyers.	Résidents de 4 foyers de travailleurs migrants de la commune de Montreuil	Mairie de Montreuil 100 000 euros 2012-2013
10	France (Ile de France)	RC	Partenariat instructions-citoyens pour la recherche et l'innovation	Produire de la connaissance, des outils et des données de manière concertée sur la citoyenneté	Associations, Universités et laboratoires de recherche	Région Ile de France 50 000 euros 2009-2012
11	France (Nord-Pas-de-Calais)	DLE	Territoires Solidaires	Développer les compétences, renforcer le professionnalisme, accompagner la réalisation des projets et mutualiser les expériences des acteurs de la solidarité internationale	Associations, établissements scolaires, collectivités	Région NPDC, Conseil général 62, DRIJCS 60 057 euros 2012
12	France (Nord-Pas-de-Calais)	RC	Transfrontierre	Sensibilisation des jeunes français et belges à la citoyenneté et mobilité européennes	Maison familiale et rurale de Haussy, Lycée provincial du Hainaut et le Cémis	UE (Interreg IV) 20 000 euros 2011-2012

	Pays	Thème	Titre	Objectifs	Bénéficiaires et Partenaires	Bailleurs, Budget et durée
13	France (Nord-Pas-de-Calais)	DLE	Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Local	Renforcer les coopérations décentralisées et accompagner les missions des partenaires	Associations de migrants et collectivités	Union européenne 41 644 euros 2012
14	Guinée Bissau (Cacheu)	SA	Projet d'Appui aux Initiatives Paysannes (PAIP)	Appuyer les initiatives paysannes et les exploitations familiales de la région de Cacheu pour améliorer la sécurité alimentaire à travers la promotion des productions vivrières et le développement du maraîchage	Groupements maraîchers de la région, acteurs de la filière (commerçants), autorités traditionnelles et administratives, ONG locales de développement rural	CFSI - Fondation de France 53 806 euros 2010-2012
15	Guinée Bissau (Cacheu)	DLE	Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Local (PAIDEL-GB)	Créer une synergie participative entre acteurs pour une meilleure construction du développement territorial et le soutien aux initiatives économiques des organisations de base	CONGAI, Cabinet Régional de Planification, autorités locales, et organisations communautaires de base	UE, AFD, CFSI, AECID 763 840 euros 2009-2012
16	Guinée Bissau (Cacheu)	RP, DLE	Programme d'Appui au Développement des capacités des OSC en Région de Cacheu (PADC)	Renforcer la participation des acteurs de la société civile à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques de développement	CONGAI, OSC et ONG en Guinée-Bissau, associations de ressortissants, pouvoirs publics	CFSI, AFD, UE 29 994 euros 2011-2012
17	Guinée Bissau (Cacheu)	RC	Renforcement des initiatives de co-développement en Guinée Bissau (RICODEV)	Renforcer l'implication des associations des migrants et de la diaspora dans la réalisation des projets de développement local en région de Cacheu	Acteurs associatifs Nord-Sud, CONGAI	CEDEAO 110 752 euros 2011-2012
18	Mali (Kayes)	SA	Programme d'appui à la sécurité alimentaire du Karakoro	Valoriser durablement et équitablement le potentiel Agro-sylvo -pastoral et renforcer la sécurité alimentaire	Associations, autorités locales institutions, services techniques déconcentrés, communes	UE, Fondation des amis du sahel, Assemblée pour la Coopération et la Paix (ACPP) Les communes 405 122 euros 2008-2012
19	Mali (Kayes)	ASS	Projet de prévention du VIH/SIDA par le dépistage pré-nuptial	- 50% des nouveaux couples des zones d'intervention du projet se soumettent au test de dépistage pré-nuptial du VIH et promouvoir le dialogue autour du VIH/SIDA durant le projet; - 100% des cas positifs sont orientés vers les structures de prise en charge durant le projet et assurer le suivi aux traitements de 100% des cas positifs durant le projet	Les partenaires : Collectivités territoriales (CRK, mairies), services techniques déconcentrés, ONG locales	Région Ile de France, Fondation de France 100 000 euros 2011-2015
20	Mali (Kayes)	SA	Programme d'Appui au Secteur Horticole (PASH)	Appuyer la professionnalisation et améliorer la rentabilité du secteur horticole dans la région de Kayes.	RHK, horticulteurs	Fondation Micheltham CFSI, CCFD 23 482 euros 2008-2012

	Pays	Thème	Titre	Objectifs	Bénéficiaires et Partenaires	Bailleurs, Budget et durée
21	Mali (Kayes)	GRN	Projet d'appui à la gouvernance locale de l'eau dans le bassin versant du TKLM en région de Kayes	Appuyer la professionnalisation et améliorer la rentabilité du secteur horticole dans la région de Kayes. Mettre en place un service public de l'eau sur 3 communes pilotes	Les partenaires : association Autremonde spécialisée dans l'animation scolaire, Bureau d'études 2AEP, chargé de Stéfi en région de Kayes, la Direction Régionale de l'Hydraulique	France Liberté, FARM, Agence de l'eau Artois Picardie 221 777 euros 2012-2013
22	Mali (Kayes)	RP	Promotion de la représentation et de la participation des femmes rurales à la prise de décision locale	Renforcer significativement la représentation et la participation des femmes rurales au processus décisionnel local au cours des deux prochaines années, dans la région de Kayes au Mali (Objectif global).	Les élus des communes de l'ACGK, les organisations féminines des communes ACGK, les leaders communautaires. Partenaires : ASPROFER, DRPSIAP, DRPFEF, AMM, CAUCUS des femmes élues de Kayes	UE, CCFD 167 247 euros 2011-2013
23	Mali (Kayes)	RP	Processus participatif multi acteurs de formulation d'une stratégie migratoire régionale	Formuler une stratégie régionale migratoire en région de Kayes	Associations de migrants de retour, Collectivités territoriales ; Syndicat de collectivités ; Les OSC, Partenaires : les médias, les services techniques déconcentrés de l'Etat	CFSI 108 000 euros 2010-2013
24	Mali (Kayes)	GRN	Programme d'appui d'amélioration de l'accès à l'eau potable pour les populations des communes de l'ACGK	Améliorer l'accès à l'eau potable et l'assainissement dans les communes de l'ACGK	Les populations des 09 communes de l'ACGK, Partenaires : GRDR, Direction régionale de l'assainissement, direction régionale de l'hydraulique, bureau d'étude 2AEP	Plaine Commune, Agence de l'eau Seine Normandie, AGDF 240 900 euros 2012-2016
25	Mali (Kayes)	DLE	Projet d'accompagnement de l'entrepreneuriat féminin en région de Kayes	Soutenir le développement économique des villages dans lesquels les associations féminines sont localisées.	Les membres des associations féminines des deux intercommunalités : ACGK et CPCD	CFSI 20 000 euros 2010-2012
26	Mali (Kayes)	RP	Processus participatif multi-acteurs de formulation d'une stratégie migratoire régionale (Kayes, Mali)	Contribuer à l'amélioration de la participation qualitative et active des acteurs locaux aux processus décisionnels sur les migrations en région de Kayes	Fédérations d'association de migrants, collectivités territoriales, institutions	CFSI, Conseil régional de Kayes (CRK) 45 046 euros 2010-2013
27	Mauritanie (Gorgol)	SA	Projet d'Appui aux Filières Porteuses dans le Gorgol	Contribuer à la réduction de l'insécurité alimentaire et au développement économique régional à travers un accompagnement des acteurs de la filière patate douce, sorgho et lait	Producteurs, l'association des maires et parlementaires et l'Association Mauritanienne pour l'Auto-développement (AMAD)	CFSI- Fondation de France et Région Centre 306 693 euros 2011-2014

	Pays	Thème	Titre	Objectifs	Bénéficiaires et Partenaires	Bailleurs, Budget et durée
28	M Mauritanie (Gorgol)	SA	Projet de Valorisation des Initiatives Locales de Production et de Transformation de la Patate douce	Contribuer à la réduction de l'insécurité alimentaire et au développement économique régional à travers un accompagnement des acteurs de la filière patate douce, dans 2 communes (Lexeiba et Fourn Gleita)	Producteurs, Association Mauritanienne pour l'Auto-développement	CFSI- Fondation de France, UE, AFD 94 006 euros 2011-2014
29	Mauritanie Guidimakha	SA	Projet d'amélioration de la productivité maraîchage de type familial	Améliorer la productivité du maraîchage de type familial	Groupements de coopératives	FIDA 217 323 dollars 2010-2012
30	Mauritanie Guidimakha	RP, RC	Projet pour l'Emergence d'un Plaidoyer pour la Sécurité Alimentaire Régional au Guidimakha	Améliorer l'accès à l'information et son utilisation par les groupes les plus vulnérables	AMAI, Université de Nouakchott, et les collectivités locales	UE, CCFD, CFSI 322 758 euros 2011-2013
31	Mauritanie Gorgol, Guidimakha	DLE	Projet eau et assainissement Guidimakha Gorgol	Améliorer durablement l'accès à l'eau et à l'assainissement dans 26 localités rurales du Gorgol et du Guidimakha	Tenmiya, Burgeap, AMPG, communes, artisans, services techniques déconcentrés	UE, AFD, APAUS, Collectivités locales, Région Centre, Burgeap, ONG Femmes de demain, 3 290 350 euros 2011-2015
32	Mauritanie Gorgol	SA	Aide humanitaire d'urgence - intervention dans la région du Gorgol en Mauritanie	Améliorer l'accessibilité et la disponibilité des céréales et légumineuses locaux pour une réponse durable à l'aide alimentaire avec le positionnement des élus locaux.	Ménages ruraux vulnérables du Gorgol AMPG, CRACLG	Région Centre, CCFD 90 000 euros 2012-2014
33	Mauritanie Gorgol	RP	Projet d'appui au renforcement des actions pour le dialogue interculturel et social	Promouvoir le dialogue interculturel et la citoyenneté entre les peuples du nord et du sud, renforcer la solidarité économique entre les migrants et les acteurs des territoires d'origine et organiser un festival culturel au Gorgol	Migrants de la 1ère et 2e génération, élus, jeunes et femmes du Gorgol	Fondation Anna Lindh 35 000 euros 2012-2013
34	Mauritanie Guidimakha	SA	Projet d'Appui à la Société civile pour l'émergence d'une politique régionale de Souveraineté Alimentaire au Guidimakha (PASSAG)	Améliorer les capacités d'analyses et de propositions des élus locaux et des organisations de producteurs du Guidimakha dans le domaine de la sécurité alimentaire	L'AMaiG, CICS, les agro pasteurs de la région	CFSI - AFD 60 928 euros 2012 - 2013

	Pays	Thème	Titre	Objectifs	Bénéficiaires et Partenaires	Bailleurs, Budget et durée
35	Mauritanie Guidimakha	DLE	Projet pour la promotion des pôles de production maraîchère pour un approvisionnement durable des marchés locaux du Guidimakha	Appuyer et sécuriser la production maraîchère par des techniques innovantes de production en vue de limiter le recours aux intrants chimiques pour accroître les revenus des producteurs et garantir l'approvisionnement durable des marchés urbains en légumes	Les coopératives féminines du Guidimakha	UE, CFSI, AFD, CUCG 104 646 euros 2012-2014
36	Mauritanie Gorgol	SA	Projet de Valorisation des Produits du Petit Elevage de Gestion des parcours agropastoraux dans le Gorgol	Valoriser au mieux les produits d'élevage et impulser une dynamique de gestion concertée des espaces agropastoraux dans 4 communes du Gorgol	Vision du Sud, AMPG Services déconcentrés de l'Etat, OMS/FAO, populations locales et ONG locales du Gorgol.	Union Européenne 400 420 euros 2012-2014
37	Multi pays (Bassin du fleuve Sénégal)	DLE	Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Local Coopération Territoriale (PAIDEL - CT),	Renforcer le savoir des associations et des collectivités locales en mettant en place des dispositifs d'appui au développement local adaptés aux besoins	Autorités locales, institutions, collectivités territoriales, communes, associations, fédérations d'associations de migrants	UE, AFD, Région ile de France, CCFD, CFSI, Région Centre 3 621 259 euros 2010-2014
38	Sénégal (Matam Tambacounda)	RP, DLE	Mission d'intermédiation sociale du programme d'hydraulique villageoise de l'UEMOA [Phase 2]	Améliorer l'accès à l'eau potable des populations des départements Goudiry, Bakel et Kanel	AGETIP ; la Direction de l'hydraulique rurale et de l'assainissement ; les brigades des puits et forages	UEMOA 59 440 euros 2011-2012
39	Sénégal (Bakel / Matam)	RC	Capitalisation expérimentale de 50 ans de projets de migration-développement dans le bassin du fleuve Sénégal	Renforcer le dialogue et les pratiques pluri-acteurs Nord-Sud et Sud-Sud sur les liens migration et développement, par la construction d'un savoir commun, indépendant et dépassonné	USE, Agence Régionale de Développement de Matam, la FADERMA	USE 60 427 euros 2011-2012
40	Sénégal (Bakel / Matam)	DLE	Programme de Développement Communautaire	Mettre en œuvre le Programme de Développement Communautaire dans la commune de Bakel et les villages environnants à travers une stratégie d'intervention concertée pour contribuer à l'éradication de la pauvreté	Populations de la commune de Bakel, femmes leaders, inspection de l'Education et de la formation (IEF), CODEC, Mairie de Bakel	Action Aid 24 011 euros 2012
41	Sénégal (Bakel / Matam)	DLE	Emergence des micro-entreprises rurales pour nourrir les villes	Appuyer les acteurs de l'agriculture familiale à travers leurs efforts de structuration et d'appropriation des méthodes et expériences de valorisation des produits vivriers agropastoraux.	Association Goundeyni de Bakel, CLCOP de Moudéry, de Gabou, de Bokiladji/Dembancané, d'Orkadiéré et d'Aouré	CFSI, Union Européenne 79 385 euros 2011-2013

	Pays	Thème	Titre	Objectifs	Bénéficiaires et Partenaires	Bailleurs, Budget et durée
42	Sénégal (Bakel / Matam)	ASS	Projet d'amélioration de la propreté de la ville de Bakel	Contribuer à l'amélioration du cadre de vie et de la santé de populations de la ville de Bakel, mettre en place les conditions optimales pour une meilleure gestion des ordures ménagères à Bakel.	Commune Bakel, Association Bakel ville propre, district sanitaire de Bakel, Service d'hygiène, Service de l'environnement	Mairie de Bakel 40 474 euros 2012-2013
43	Sénégal (Ziguinchor)	SA	Programme de valorisation des filières locales (PROVAFIL)	Renforcer les systèmes d'exploitation locaux pour une valorisation durable des filières rémunératrices. Faciliter la structuration et l'intégration des acteurs locaux dans l'environnement économique régional, national et sous régional.	Les acteurs des filières porcines, maraîchères et apicoles Les collectivités locales, les services techniques déconcentrés de l'état, Conseils Agricole et Rural de Bignona	AECID 365 768 euros 2010-2012
44	Sénégal (Ziguinchor)	DLE	Projet d'Appui à l'Entrepreneuriat et au Développement Economique local (AEDEL)	Améliorer les performances techniques, managériales et de gestion de la micro entreprise dans la Région de Ziguinchor à travers l'accompagnement des opérateurs économiques et le renforcement de centres de ressources pour la promotion de l'entrepreneuriat local.	Les entrepreneurs et les chambres consulaires de Ziguinchor	Fondation Intervida 27 994 euros 2012
45	Sénégal (Ziguinchor)	SA	Projet d'intensification de la production rizicole en basse Casamance	Appuyer les comités de gestion des magasins de semences dans la production et l'obtention du certificat semencier	Cadre Régional de Concertation des Ruraux, services déconcentrés, organisations de producteurs	CFSI, Fondation Lord Michelham of Hellingly, Seed Foundation, ARD 153 443 euros 2010-2012
46	Sénégal (Ziguinchor et Sédhiou)	RP	Programme d'Appui à la Concertation multi-acteurs pour le Développement Economique en Casamance (PACOMADEC)	Contribuer à renforcer les dispositifs institutionnels des régions de Sédhiou et Ziguinchor pour le développement des activités économiques. Contribuer à améliorer les connaissances des acteurs économiques régionaux, sur les filières à fortes valeurs ajoutées et les opportunités de financement.	Le conseil régional, les chambres consulaires, les services techniques déconcentrés, les institutions de micro finance, autres acteurs économiques de Ziguinchor et Sédhiou	Fondation Intervida 151 603 euros 2012-2013
47	Europe	RP, RC	Eunomad II	Renforcement des pratiques et dialogues sur migrations et développement : élargissement, renforcement et consolidation du réseau Eunomad (phase II)	Les membres du réseau, les associations de migrants, les sociétés d'origine et de résidence, les collectivités locales, les ONG, les laboratoires de recherche.	UE, AFD 1 041 088 euros 2010-2012
48	Europe	RP, RC	Assises européennes de la jeunesse d'origine malienne	Faire connaître les expressions citoyennes de jeunesse euro malienne, interpellier les politiques et leur soumettre des recommandations.	Associations de jeunes, partenaires associatifs, collectivités	UE, Région ile de France, Tap Portugal, BOA-France 70 000 euros 2011-2012

Actions du GRDR en 2012



“La mobilité, une ressource durable pour des territoires solidaires...”



© GRDR 2013
Crédits photos GRDR sauf mentions spéciales
Impression : ICO imprimerie Dijon
Graphisme : Audrey Zeller – zelleraudrey@hotmail.com

Août 2013 - Imprimé sur papier recyclé

